



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU 64
CAPD avancement - 29 avril 2021

Les délégué-es du personnel du SNUipp-FSU 64 entendent profiter de cette ultime CAPD avant la fin programmée du paritarisme pour rappeler une nouvelle fois leur opposition pure et simple à l'avancement au mérite. Il n'est plus à démontrer que l'évaluation, qu'elle qu'en soit la forme, échoue toujours à atteindre l'objectivité à laquelle elle aspire et revient in fine à consacrer des conduites ou des pratiques conformes à des représentations forgées a priori. Ceci établi, il n'est plus possible de tenter d'expliquer le penchant obsessionnel de l'actuel gouvernement pour la rémunération au mérite par une quelconque volonté de susciter l'émulation des personnels enseignants, en récompensant les plus méritant-es. Si le gouvernement entend développer très largement le salaire au mérite, c'est uniquement dans l'intention délibérée de fragmenter la profession, de réduire à rien la conscience collective qui l'anime au profit d'une appréhension toujours individuelle de la carrière de chacun.

Pourtant, ce n'est pas la perspective d'une petite gratification individuelle qui a conduit les enseignant-es à se mobiliser pleinement pour assurer la continuité du service public d'Education depuis le début de la pandémie de COVID 19. Si, depuis un an, les établissements scolaires continuent de fonctionner, en dépit des manquements graves de l'ensemble de la hiérarchie de l'Education Nationale, cela est dû uniquement au dévouement des personnels et à la pleine conscience du rôle prépondérant qui est le leur auprès de leurs élèves.

Pendant que le Ministre de l'Education Nationale multiplie les annonces médiatiques les plus fantasques (rappelons, entre autres choses, l'évocation des cyberattaques venues de l'étranger pour expliquer le énième bug empêchant les cours en distanciel, l'annonce sans suite des quelques 100 000 masques transparents à destination des enseignants de maternelle, la vaccination de toute la profession annoncée pour le mois de mars...), les enseignant.es exercent leurs missions au prix d'adaptations constantes au nom même de cette conscience collective que les personnels partagent encore largement et que l'administration souhaite réduire à néant.

L'implication des agents publics (à plus forte raison durant l'épisode pandémique qui continue de sévir) doit être saluée, aussi bien à l'hôpital, dans la fonction publique territoriale que dans l'Education Nationale. Cela passe par un effort véritable de revalorisation (aussi bien financier que symbolique) qui ne correspond en rien aux augmentations accordées de manière discrétionnaire à quelques uns.